



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

FAUT-IL S'ALARMER DU « PROJECT 2025 » DE DONALD TRUMP ?

Romuald Sciora / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire politique
et géostratégique des États-Unis de l'IRIS

Novembre 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Romuald Sciora / Chercheur associé à l'IRIS et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS

Romuald Sciora est chercheur associé à l'IRIS et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS. Essayiste, politologue et documentariste franco-américain né en 1970, il vit aux États-Unis. Il est spécialiste de l'ONU, des relations internationales et des États-Unis.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Le *Washington Post* vient de publier une enquête intitulée « Trump and allies plot revenge, Justice Department control in a second term »¹, signée Isaac Arnsdorf, Josh Dawsey et Devlin Barret, qui sème la panique dans l'establishment états-unien et au-delà.

Les faits reportés dans cette enquête ont en effet de quoi inquiéter puisqu'il y est question d'un certain « Project 2025 », dont l'objectif caché serait d'instaurer aux États-Unis un régime autoritaire ou au mieux semi-autoritaire en cas de victoire de Donald Trump en 2024.

À cette heure, le milliardaire new-yorkais domine largement le champ des prétendants conservateurs et devrait, sauf accident, s'imposer comme le champion du *Grand Old Party* dans la dernière ligne droite avant l'élection présidentielle. Par ailleurs, selon un sondage réalisé par le *New York Times* et dévoilé le 5 novembre dernier², un an pile avant cette échéance, Donald Trump jouit d'une avance de 4 à 8 points face à son rival démocrate, Joe Biden, dans cinq États clés, les fameux *Swing States* : Arizona, Géorgie, Michigan, Nevada et Pennsylvanie. Au niveau national, Trump battrait l'actuel locataire de la Maison-Blanche avec une marge d'avance de dix points.

À en croire l'enquête du *Washington Post*, des plans spécifiques, regroupés donc sous le label « Project 2025 », auraient été élaborés par le magnat de l'immobilier et ses alliés afin de se servir du gouvernement fédéral pour entre autres museler ou châtier en « toute légalité » opposants et critiques, ou encore pour déployer préventivement la garde nationale dans toutes les grandes villes américaines en cas de risque de manifestations hostiles à leur politique, et cela en imposant au besoin la loi martiale.

Trump aurait par ailleurs, toujours selon le *Washington Post*, déjà dressé une liste des individus qu'il souhaite voir faire l'objet d'une enquête, voire de poursuites judiciaires. Parmi les cibles du septuagénaire figurent l'ancien procureur général William Barr, l'ancien chef du cabinet présidentiel John Kelly et l'ancien chef d'État-major des armées Mark Milley. À ces personnalités s'ajoutent plusieurs responsables du ministère de la Justice et du FBI, que Donald Trump accuse d'être impliqués dans ses problèmes judiciaires passés et présents. Quant à Joe Biden, une fois vaincu en novembre prochain, il pourrait être soumis à l'investigation d'un procureur spécial chargé de mener des enquêtes exhaustives afin de concrétiser une vengeance longuement *mûrie*.

¹ Isaac Arnsdorf, Josh Dawsey et Devlin Barret, « Trump and allies plot revenge, Justice Department control in a second term », *The Washington Post*, 6 novembre 2023.

<https://www.washingtonpost.com/politics/2023/11/05/trump-revenge-second-term/>

² Shane Goldmacher, « Trump Leads in 5 Critical States as Voters Blast Biden, Times/Siena Poll Finds », *The New York Times*, 5 novembre 2023. <https://www.nytimes.com/2023/11/05/us/politics/biden-trump-2024-poll.html>

Outre l'investigation menée par le *Washington Post*, d'autres rumeurs inquiétantes circulent concernant les actions potentielles que Donald Trump pourrait entreprendre dès le début de son second mandat, en janvier 2025. Celles-ci portent notamment sur les procédures de vote, l'organisation des élections et les droits des immigrés.

Officiellement, la campagne de Trump *via* son porte-parole, Steven Cheung, réfute cela en bloc. « Le président Trump se consacre à battre d'abord ses adversaires Républicains à plate couture lors des primaires, puis à gagner contre ce corrompu de Joe Biden », a déclaré celui-ci, avant d'ajouter, « le président Trump a toujours défendu l'ordre public et la protection de la Constitution. ». Difficile à croire pour tous ceux qui se souviennent du 6 janvier 2021, d'autant que l'intéressé lui-même a clairement annoncé la couleur en proclamant que, s'il redevenait président, l'une des premières choses qu'il ferait serait de s'atteler à réduire les prérogatives du Congrès au profit de la Maison-Blanche. Du jamais vu dans l'histoire des États-Unis.

Mais doit-on vraiment s'alarmer ? Jusqu'où faut-il prendre tout cela au sérieux ?

Pour Fiona Hill, ex-spécialiste de la Russie au Conseil de sécurité nationale, il y a un vrai risque de voir lors de la prochaine présidentielle l'ancien président contester tout résultat des urnes qui lui serait défavorable et tenter, s'il perd, de reconquérir le Bureau ovale *via* un nouveau coup de force. « Et là, s'il réussit, il faudra attacher sa ceinture, car il nous entraînera dans une cascade de crises constitutionnelles », prévient celle qui préside aujourd'hui l'université de Durham, en Grande-Bretagne, et qui a observé de près, lorsqu'elle travaillait à la Maison-Blanche, la fascination de Trump pour des dictateurs tel que Vladimir Poutine ou Kim Jong Un.

Alyssa Farah évoque, quant à elle, un « scénario cauchemardesque » si le 45^e président des États-Unis rempile au 1 600 Pennsylvania Avenue. Celle qui fut directrice des communications stratégiques pour la présidence a confié à *CNN* que Trump imposerait « sans l'ombre d'un doute » une « forme d'autocratie » dans le cadre d'un second mandat. « Ce qui m'effraie le plus, a-t-elle ajouté, c'est que plus rien ne le retiendrait. Il y a plein de choses qu'il voulait faire lorsqu'il était au pouvoir la première fois mais qui dépassait le cadre de ce qu'un président est normalement autorisé à faire, comme instrumentaliser le ministère de la Justice contre ses opposants, bafouer la liberté de la presse ou faire intervenir l'armée à des fins politiques. La seule raison qui l'a empêché d'agir était le désir de garantir sa réélection en 2020. »

Pour Robert Kagan, le redoutable chef de file des néoconservateurs, « Donald Trump se prépare activement à assurer sa victoire par tous les moyens nécessaires ». S'il gagne son pari, « les États-Unis se dirigeraient alors vers leur plus grande crise politique et

constitutionnelle depuis la guerre de Sécession avec [...] des perspectives crédibles de violences de masse et de division du pays. »

Enfin, Reed Brody, ancien substitut du procureur de l'État de New York, a déclaré à la presse que « si Trump redevenait président, la démocratie américaine ne serait rapidement plus qu'un souvenir ».

Dans une Amérique de plus en plus gangrénée par la violence, de plus en plus fragilisée par les séparatismes ethniques, culturels et religieux, une Amérique où les valeurs incarnées par la démocratie ne parlent plus qu'à une minorité de citoyens et où la majorité exprime de plus en plus le besoin d'une autorité croissante, les informations divulguées par *Le Post* au sujet du « Project 2025 » et par d'autres médias devraient, pour répondre à la question soulevée précédemment, être traitées avec sérieux et ne devraient en aucun cas être sous-estimées.

Ce sont les électeurs qui décideront ou non de renvoyer les projets de Donald Trump aux poubelles de l'histoire. Ce sont eux en définitive qui feront l'année 2025. Le rôle de journaux tel que le *Washington Post* est de tenter de les éclairer. La partie est loin d'être gagnée.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.